

## ACTUALITES LEGISLATIVES ET REGLEMENTAIRES N° 128– Mars 2014

### I - Textes publiés aux bulletins officiels :

#### Fonction publique / Détachement

- Décret n° 2.13.423 du 28 rabii I 1435 fixant les modalités d'application des articles 48, 48 bis et 50 du dahir n° 1-58-008 portant statut général de la fonction publique, relatif au détachement.

**(BO n° 6232 du 20 Février 2014)**

#### Principales dispositions :

- fixation de la procédure de détachement, concrétisée par arrêté du chef de l'administration d'origine ou de l'autorité compétente lorsqu'il s'agit d'une collectivité territoriale, pris sur proposition du chef de l'administration de détachement ou de la collectivité territoriale ou l'établissement public de détachement ;
- fixation de la durée de détachement à trois ans renouvelable automatiquement ;
- possibilité de mettre fin, avant terme, au détachement à l'initiative de l'administration ou la collectivité territoriale d'origine ;
- notation du fonctionnaire détaché par son administration d'origine sur rapport de l'administration de détachement ;
- possibilité d'intégration, sur leur demande, des fonctionnaires détachés depuis trois années au moins, dans le cadre de l'administration de détachement, après accord de l'administration d'origine ;
- assimilation des fonctionnaires détachés aux fonctionnaires de l'administration de détachement pour ce qui est de la nomination aux postes de responsabilité, et en cas de nomination à l'un de ces postes, la mise à disposition est transformée en position de détachement.
- Abrogation du décret n° 2-99-104 et du décret n° 2-08-448 fixant respectivement les modalités d'application des articles 50 et 48 du dahir n° 1-58-008 (4 chaabane 1377) portant statut général de la fonction publique.

#### Fonction publique / mise à disposition

- Décret n° 2.13.422 du 28 rabii I 1435 fixant les modalités d'application de l'article 46 ter du dahir n° 1-58-008 portant statut général de la fonction publique, relatif à la mise à disposition.

**(BO n° 6232 du 20 Janvier 2014)**

### Principales dispositions :

- fixation de la procédure de la mise à disposition qui commence par la demande adressée par l'administration réceptrice à l'administration ou à la collectivité territoriale d'origine ;
- concrétisation de la mise à disposition, après accord de l'intéressé, par arrêté du chef de l'administration d'origine ou de l'autorité compétente lorsqu'il s'agit d'une collectivité territoriale, pris sur proposition du chef de l'administration réceptrice ;
- fixation de la durée de mise à disposition à trois ans renouvelable automatiquement sauf disposition contraire de l'arrêté de mise à disposition ;
- assimilation des fonctionnaires mis à disposition aux fonctionnaires de l'administration réceptrice pour ce qui est de la nomination aux postes de responsabilité, et en cas de nomination à l'un de ces postes, la mise à disposition est transformée en position de détachement ;
- notation du fonctionnaire mis à disposition par son administration d'origine sur le rapport établi par l'administration réceptrice ;
- imputation des salaires, avancement et retraite sur le budget de l'administration d'origine, avec possibilité pour l'intéressé de bénéficier des indemnités et autres avantages accordés par l'administration réceptrice à ses propres fonctionnaires ;
- possibilité de mettre fin à la mise à disposition soit sur demande de l'intéressé, soit à la demande de l'administration d'origine ou réceptrice, sous réserve d'un préavis de 30 jours, sauf en cas de faute disciplinaire auquel cas le préavis n'est pas requis.

### **Protocole additionnel entre le Royaume du Maroc et la République Tchèque portant modification de l'Accord relatif à l'encouragement et à la protection réciproques des investissements.**

- Dahir n° 1-10-136 du 19 rabii I 1434 (31 janvier 2013) portant publication du protocole additionnel fait à Rabat le 19 mars 2010 entre le Royaume du Maroc et la République Tchèque, portant modification de l'Accord relatif à l'encouragement et à la protection réciproques des investissements fait à Rabat le 11 juin 2001 entre le Royaume du Maroc et la République Tchèque.

**(BO N°6232 du 20-02-2014)**

### **Convention entre le Royaume du Maroc et l'Irlande tendant à éviter la double imposition et à interdire l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu.**

- Dahir n° 1-11-09 du 19 rabii I 1434 (31 janvier 2013) portant publication de la Convention faite à Rabat le 22 juin 2010 entre le Royaume du Maroc et l'Irlande tendant à éviter la double imposition et à interdire l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu.

**(BO N°6232 du 20-02-2014)**

### **Accord entre le gouvernement du Royaume du Maroc et de la République de Macédoine relatif à l'encouragement et à la protection réciproques des investissements.**

- Dahir n° 1-11-62 du 19 rabii I 1434 (31 janvier 2013) portant publication de l'Accord fait à Rabat le 11 mai 2010 entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement de la République de Macédoine relatif à l'encouragement et à la protection réciproques des investissements.

**(BO N°6232 du 20-02-2014)**

## **Convention entre le Royaume du Maroc et la République de Lettonie tendant à éviter la double imposition et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu.**

- Dahir n° 1-09-230 du 18 ramadan 1434 (27 juillet 2013) portant la publication de la Convention faite à Riga le 24 juillet 2008 entre le Royaume du Maroc et la République de Lettonie tendant à éviter la double imposition et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu.

**(BO N°6232 du 20-02-2014)**

## **Entreprises d'assurances et de réassurance.**

- Arrêté du ministre de l'économie et des finances n° 3612-13 du 7 safar 1435 (11 décembre 2013) modifiant et complétant l'Arrêté du ministre des finances et de la privatisation n° 1548-05 du 6 ramadan 1426 (10 octobre 2005) relatif aux entreprises d'assurances et de réassurance.

**(BO N°6232 du 20-02-2014)**

## **Equivalences et diplômes.**

- Arrêté du ministre de l'enseignement supérieur, de la recherche scientifique et de la formation des cadres n° 2993-13 du 23 hija 1434 (29 octobre 2013) complétant l'Arrêté n° 2963-97 du 2 chaabane 1418 (3 décembre 1997) fixant la liste des diplômes reconnus équivalents au diplôme de docteur en médecine.

**(BO N°6232 du 20-02-2014)**

- Arrêté du ministre de l'enseignement supérieur, de la recherche scientifique et de la formation des cadres n° 2994-13 du 23 hija 1434 (29 octobre 2013) complétant l'Arrêté n° 2963-97 du 2 chaabane 1418 (3 décembre 1997) fixant la liste des diplômes reconnus équivalents au diplôme de docteur médecine.

**(BO N°6232 du 20-02-2014)**

- Arrêté du ministre de l'enseignement supérieur, de la recherche scientifique et de la formation des cadres n° 2997-13 du 23 hija 1434 (29 octobre 2013) complétant l'Arrêté n° 2963-97 du 2 chaabane 1418 (3 décembre 1997) fixant la liste des diplômes reconnus équivalents au diplôme de docteur médecine.

**(BO N°6232 du 20-02-2014)**

- Arrêté du ministre de l'enseignement supérieur, de la recherche scientifique et de la formation des cadres n°2999-13 du 23 hija 1434 (29 octobre 2013) complétant l'Arrêté n° 2963-97 du 2 chaabane 1418 (3 décembre 1997) fixant la liste des diplômes reconnus équivalents au diplôme de docteur médecine.

**(BO N°6232 du 20-02-2014)**

- Arrêté du ministre de l'enseignement supérieur, de la recherche scientifique et de la formation des cadres n° 3001-13 du 23 hija 1434 (29 octobre 2013) complétant l'Arrêté n° 2963-97 du 2 chaabane 1418 (3 décembre 1997) fixant la liste des diplômes reconnus équivalents au diplôme de docteur médecine.

**(BO N°6232 du 20-02-2014)**

- Arrêté du ministre de l'enseignement supérieur, de la recherche scientifique et de la formation des cadres n° 3002-13 du 23 hija 1434 (29 octobre 2013) complétant l'Arrêté n° 2963-97 du 2 chaabane 1418 (3 décembre 1997) fixant la liste des diplômes reconnus équivalents au diplôme de docteur médecine.

**(BO N°6232 du 20-02-2014)**

- Arrêté du ministre de l'enseignement supérieur, de la recherche scientifique et de la formation des cadres n° 3036-13 du 25 hija 1434 (31 octobre 2013) complétant l'Arrêté n° 2963-97 du 2 chaabane 1418 (3 décembre 1997) fixant la liste des diplômes reconnus équivalents au diplôme de docteur médecine.

**(BO N°6232 du 20-02-2014)**

- Arrêté du ministre de l'enseignement supérieur, de la recherche scientifique et de la formation des cadres n° 3135-13 du 3 moharrem 1435 (7 novembre 2013) complétant l'Arrêté n° 2963-97 du 2 chaabane 1418 (3 décembre 1997) fixant la liste des diplômes reconnus équivalents au diplôme de docteur médecine.

**(BO N°6232 du 20-02-2014)**

**CNIA Saada Assurance. – Changement de dénomination sociale.**

- Arrêté du ministre de l'économie et des finances n° 14-14 du 1<sup>er</sup> rabii I 1435 (3 janvier 2014) autorisant l'entreprise d'assurances et de réassurance «CNIA Saada Assurance» à continuer son activité sous la nouvelle dénomination sociale «SAHAM ASSURANCE».

**(BO N°6232 du 20-02-2014)**

**Accord portant création de la commission intergouvernementale de coopération économique, commerciale, scientifique technique et culturelle.**

- Dahir n° 1-10-173 des 18 ramadan 1434 (27 juillet 2013) portant publication de l'accord fait à Kiev le 13 juillet 2007 entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le Cabinet du ministre d'Ukraine portant création de la commission intergouvernementale de coopération économique, commerciale, scientifique, technique et culturelle.

**(B.O n° 6236 du 6 mars 2014)**

## **Code de la route- texte d'application**

- Décret n° 2.13.962 du 19 rabii II 1435 (19 février 2014) modifiant et complétant le décret n° 2-10-376 du 20 chaoual 1431 (29 septembre 2010) pris pour l'application des dispositions de la loi n° 52-05 portant Code de la route, relatives à l'éducation à la sécurité routière.

**(B.O n° 6236 du mars 2014)**

## **Opération de prêt de titres- Approbation du modèle type de convention cadre**

- Arrêté du ministre de l'économie et des finances n° 2840-13 du 22 safar 1435 (26 décembre 2013) portant approbation du modèle type de convention cadre relative aux opérations de prêt de titres.

**(B.O. n° 6236 du 6 mars 2014)**

## **Comptes courants créditeurs d'associés taux maximum des intérêts déductibles pour maximum des intérêts déductibles pour l'année 2014**

- Arrête du ministre de l'économie et des finances n° 463-14 du 14 rabii II 1435 (14 février 2014) fixant, pour l'année 2014, le taux maximum des intérêts déductibles des comptes courants créditeurs d'associés.

**(B.O. n° 6236 du 6 mars 2014)**

## **Impôt sur le revenu. Coefficients de réévaluation au titre des profits fonciers pour l'année 2014**

- Arrêté du ministre de l'économie et des finances n° 464-14 du 14 rabii II 1435 (14 février 2014) fixant, pour l'année 2014, le coefficient de réévaluation en matière d'impôt sur le revenu au titre des profits fonciers.

**(B.O. n° 6236 du 6 mars 2014)**

## **Taux d'intérêts créditeurs d'associés au titre de 2014**

- Arrêté du ministre de l'économie et des finances n° 463.14 du 14 rabii II 1435 fixant le taux maximum des intérêts déductibles nés des comptes courants créditeurs des associés au titre de l'année 2014.

**(BO n° 6233 du 24 Février 2014)**

## **Principales dispositions**

L'arrêté du ministre de l'économie et des finances n° 463-14 du 14 février 2014, a été publié au BO en langue arabe n° 6233 du 24 février 2014. Ce texte réglementaire a fixé le taux maximum des intérêts déductibles servis aux associés au titre des sommes avancées à la société pour les besoins de l'exploitation pour l'année 2013 à 4,03% au lieu de 3,45% en 2013.

Le taux maximum des intérêts déductibles des comptes courants créditeurs d'associés est arrêté annuellement par le Ministre chargé des Finances en application des dispositions des articles 10-II-A-2° et 35 du Code général des impôts, en vertu desquels, les charges d'intérêts en question sont déductibles du résultat fiscal de chaque exercice comptable à condition que le capital social soit entièrement libéré.

Les sommes des intérêts ainsi déduites ne peuvent excéder le montant du capital social et le taux ne peut être supérieur au taux fixé sur la base du taux d'intérêt moyen des bons du trésor à six mois de l'année précédente, en l'occurrence 2013.

## Code pénal / protection des mineurs

- Dahir n° 1.14.06 du 20 rabii II 1435 (20 février 2014) portant promulgation de la loi n° 14.15 modifiant et complétant l'article 475 du code pénal.

(BO n° 6238 du 13 Mars 2014)

### Principales dispositions :

- Modification de l'amende encourue par toute personne qui, sans violences, menaces ou fraudes, enlève ou détourne, ou tente d'enlever ou de détourner, un mineur de moins de dix-huit ans. Cette amende sera de 200 dh à 500 dh (au lieu de 120 à 500 dirhams).
- Suppression du 2ème alinéa de l'article qui disposait que « lorsqu'une mineure nubile ainsi enlevée ou détournée a épousé son ravisseur, celui-ci ne peut être poursuivi que sur la plainte des personnes ayant qualité pour demander l'annulation du mariage et ne peut être condamné qu'après que cette annulation du mariage a été prononcée »

### اتفاق بين حكومة المملكة المغربية و حكومة جمهورية استونيا لتشجيع و حماية الاستثمارات على وجه التبادل

- ظهير شريف رقم 1.10.135 صادر في 19 من ربيع الأول 1434 (31 يناير 2013) بنشر الاتفاق الموقع بنيويورك في 25 سبتمبر 2009 بين حكومة المملكة المغربية و حكومة جمهورية استونيا بشأن تشجيع و حماية الاستثمارات على وجه التبادل.

(ج.ر. عدد بتاريخ 6232 بتاريخ 20 فبراير 2014)

### اتفاقية بين المملكة المغربية و ايرلندا لتجنب الازدواج الضريبي و منع التهرب الضريبي في ميدان الضرائب على الدخل

- ظهير شريف رقم 1.11.09 صادر في 19 من ربيع الأول 1434 (31 يناير 2013) بنشر الاتفاقية الموقعة بالرباط في 22 يونيو 2010 بين المملكة المغربية و ايرلندا لتجنب الازدواج الضريبي و منع التهرب الضريبي في ميدان الضرائب على الدخل.

(ج.ر. عدد بتاريخ 6232 بتاريخ 20 فبراير 2014)

### اتفاق بين حكومة المملكة المغربية و حكومة جمهورية مقدونيا لتشجيع و حماية الاستثمارات على وجه التبادل

- ظهير شريف رقم 1.11.62 صادر في 19 من ربيع الأول 1434 (31 يناير 2013) بنشر الاتفاق الموقع بالرباط في 11 ماي 2010 بين حكومة المملكة المغربية و حكومة جمهورية مقدونيا بشأن تشجيع و حماية الاستثمارات على وجه التبادل.

(ج.ر. عدد بتاريخ 6232 بتاريخ 20 فبراير 2014)

- قرار لوزير التعليم العالي والبحث العلمي و تكوين الأطر رقم 2993.13 صادر في 23 من ذي الحجة 1434 (29 أكتوبر 2013 ) بتنظيم القرار رقم 2963.97 الصادر في 2 شعبان 1418 (3 ديسمبر 1997) بتحديد لائحة الشهادات التي تعادل دبلوم في الطب.

(ج.ر. عدد بتاريخ 6232 بتاريخ 20 فبراير 2014)

- قرار لوزير التعليم العالي والبحث العلمي و تكوين الأطر رقم 2994.13 صادر في 23 من ذي الحجة 1434 (29 أكتوبر 2013) بتنظيم القرار رقم 2963.97 الصادر في 2 شعبان 1418 (3 ديسمبر 1997) بتحديد لائحة الشهادات التي تعادل دبلوم في الطب

(ج.ر. عدد بتاريخ 6232 بتاريخ 20 فبراير 2014)

- قرار لوزير التعليم العالي والبحث العلمي و تكوين الأطر رقم 2997.13 صادر في 23 من ذي الحجة 1434 (29 أكتوبر 2013 ) بتنظيم القرار رقم 2963.97 الصادر في 2 شعبان 1418 (3 ديسمبر 1997) بتحديد لائحة الشهادات التي تعادل دبلوم في الطب.

(ج.ر. عدد بتاريخ 6232 بتاريخ 20 فبراير 2014)

- قرار لوزير التعليم العالي والبحث العلمي و تكوين الأطر رقم 2999.13 صادر في 23 من ذي الحجة 1434 (29 أكتوبر 2013 ) بتنظيم القرار رقم 2963.97 الصادر في 2 شعبان 1418 (3 ديسمبر 1997) بتحديد لائحة الشهادات التي تعادل دبلوم في الطب.

(ج.ر. عدد بتاريخ 6232 بتاريخ 20 فبراير 2014)

- قرار لوزير التعليم العالي والبحث العلمي و تكوين الأطر رقم 3001.13 صادر في 23 من ذي الحجة 1434 (29 أكتوبر 2013 ) بتنظيم القرار رقم 2963.97 الصادر في 2 شعبان 1418 (3 ديسمبر 1997) بتحديد لائحة الشهادات التي تعادل دبلوم في الطب.

(ج.ر. عدد بتاريخ 6232 بتاريخ 20 فبراير 2014)

- قرار لوزير التعليم العالي والبحث العلمي و تكوين الأطر رقم 3002.13 صادر في 23 من ذي الحجة 1434 (29 أكتوبر 2013 ) بتنظيم القرار رقم 2963.97 الصادر في 2 شعبان 1418 (3 ديسمبر 1997) بتحديد لائحة الشهادات التي تعادل دبلوم في الطب.

(ج.ر. عدد بتاريخ 6232 بتاريخ 20 فبراير 2014)

- قرار لوزير التعليم العالي والبحث العلمي و تكوين الأطر رقم 3036.13 صادر في 25 من ذي الحجة 1434 (31 أكتوبر 2013 ) بتنظيم القرار رقم 2963.97 الصادر في 2 شعبان 1418 (3 ديسمبر 1997) بتحديد لائحة الشهادات التي تعادل دبلوم في الطب.

(ج.ر. عدد بتاريخ 6232 بتاريخ 20 فبراير 2014)

- قرار لوزير التعليم العالي والبحث العلمي و تكوين الأطر رقم 3135.13 صادر في 3 محرم 1435 (31 أكتوبر 2013 ) بتنظيم القرار رقم 2963.97 الصادر في 2 شعبان 1418 (3 ديسمبر 1997) بتحديد لائحة الشهادات التي تعادل دبلوم في الطب.

(ج.ر. عدد بتاريخ 6232 بتاريخ 20 فبراير 2014)

نصوص عامة

- مرسوم رقم 2.13.422 صادر في 28 من ربيع الأول 1435 (30 يناير 2014) بتحديد كفايات تطبيق الفصل 46 المكرر مرتين من الظهير الشريف رقم 1.58.008 الصادر في 4 شعبان 1377 (24 فبراير 1958) بمثابة النظام الأساسي العام للوظيفة العمومية المتعلق بالوضع رهن الإشارة.

(ج.ر. عدد بتاريخ 6232 بتاريخ 20 فبراير 2014)

- مرسوم رقم 2.13.423 صادر في 28 من ربيع الأول 1435 (30 يناير 2014) بتحديد كفايات تطبيق الفصول 48 و 48 المكرر مرتين من الظهير الشريف رقم 1.58.008 الصادر في 4 شعبان 1377 (24 فبراير 1958) بمثابة النظام الأساسي العام للوظيفة العمومية المتعلق بالمتعلقة بالإحاق وبإدماج الموظفين الملحقين.

(ج.ر. عدد بتاريخ 6232 بتاريخ 20 فبراير 2014)

الفوائد القابلة للخصم والناجمة عن الحسابات الجارية الدائنة للشركاء. السعر خلال سنة 2014

- قرار لوزير الاقتصاد والمالية رقم 463.14 صادر في 14 من ربيع الآخر 1435 (14 فبراير 2014) بتحديد السعر للفوائد القابلة للخصم والناجمة عن الحسابات الجارية الدائنة للشركاء خلال سنة 2014

(ج.ر. عدد بتاريخ 6233 بتاريخ 24 فبراير 2014)

- قرار لوزير الاقتصاد والمالية رقم 464.14 صادر في 14 من ربيع الآخر 1435 (14 فبراير 2014) تحدد بموجبة عن سنة 2014 معاملات إعادة التقييم فيما يخص الضريبة على الدخل برسم الإرباح العقارية.

(ج.ر. عدد بتاريخ 6233 بتاريخ 24 فبراير 2014)

وزارة الداخلية

- قرار لوزير الداخلية رقم 3924.13 صادر في 16 من 1435 (20 ديسمبر 2013) بتغيير وتنظيم القرار 1699.96 بتاريخ 14 من ربيع الآخر 1417 (30 أغسطس 1996) بتنظيم امتحان الأهلية المهنية الخاص بالمفتشين المتدربين.

(ج.ر. عدد بتاريخ 6233 بتاريخ 24 فبراير 2014)

مجلس المستشارين

- قرار لمكتب مجلس المستشارين رقم 3760.13 صادر في 2 صفر 1435 (6 ديسمبر 2013) بشأن تنظيم واختصاصات إدارة مجلس المستشارين.

(ج.ر. عدد بتاريخ 6233 بتاريخ 24 فبراير 2014)

تفويض السلطة

- قرار لوزير الاقتصاد والمالية رقم 124.14 صادر في 16 من ذي الحجة 1434 (22 أكتوبر 2013) بتفويض السلطة.

(ج.ر. عدد بتاريخ 6234 بتاريخ 27 فبراير 2014)

المندوبية السامية لقدماء المقاومين وأعضاء جيش التحرير.

- مرسوم رقم 2.12.765 صادر في 21 من ربيع الأول 1435 (23 يناير 2014) بتتيميم المرسوم رقم 2.03.544 الصادر في 14 ربيع الأول 1425 (4 ماي 2004) بمنح تعويضات جزافية للأساتذة والمحاضرين المساهمين في التظاهرات المنظمة من لدن المندوبية السامية لقدماء المقاومين وأعضاء جيش التحرير من أجل التعريف بتاريخ الحركة الوطنية والمقاومة و جيش التحرير وصيانة الذاكرة الوطنية.



(ج.ر. عدد بتاريخ 6234 بتاريخ 27 فبراير 2014)

#### المندوبية السامية للتخطيط

- قرار لرئيس الحكومة رقم 3.70.13 صادر في 21 من ربيع الأول 1435 (23 يناير 2014) بتحديد عدد الموظفين المكلفين بمهام التفتيش بالمتقشية العامة للمندوبية السامية للتخطيط المستفيدين من التعويضات المخولة لرئيس قسم ورئيس مصلحة.

(ج.ر. عدد بتاريخ 6234 بتاريخ 27 فبراير 2014)

#### الوزارة المكلفة بالمغاربة المقيمين بالخارج وشؤون الهجرة

- قرار للوزير المنتدب لدى رئيس الحكومة المكلف بالوظيفة العمومية و تحديث الإدارة رقم 25.14 صادر في 4 ربيع الأولى 1435 (6 يناير 2014) بتحديد شروط و إجراءات و برامج امتحان الكفاءة المهنية للترقي من الدرجة الأولى إلى الدرجة الممتازة من إطار مهندسي الدولة التابعين للوزارة المكلفة بالمغاربة المقيمين بالخارج و شؤون الهجرة.

(ج.ر. عدد بتاريخ 6234 بتاريخ 27 فبراير 2014)

#### عملية إقراض السندات - المصادقة على نموذج الاتفاقية الإطار

- قرار لوزير الاقتصاد والمالية رقم 2840.13 صادر في 22 من صفر 1435 (26 ديسمبر 2013) بالمصادقة على نموذج الاتفاقية الإطار المتعلقة بعمليات إقراض السندات.

(ج.ر. عدد بتاريخ 6235 بتاريخ 3 مارس 2014)

#### مدونة السير على الطرق- نص تطبيقي

- قرار لوزير التجهيز و النقل و اللوجستيك رقم 222.14 صادر في 26 من ربيع الأول 1435 (28 يناير 2014) بتغيير قرار وزير التجهيز و النقل رقم 2713.10 الصادر في 17 من محرم 1432 (23 ديسمبر 2010) المتعلقة بالسياقة المهنية.

(ج.ر. عدد بتاريخ 6235 بتاريخ 3 مارس 2014)

#### مدونة السير على الطرق. نص تطبيقي

- مرسوم رقم 2.13.962 صادر في 19 ربيع الآخر 1435 (19 فبراير 2014) يغير ويتم المرسوم رقم 2.10.376 الصادر في 20 شوال 1431 (29 سبتمبر 2013) بتطبيق أحكام القانون رقم 52.05 المتعلقة بمدونة السير على الطرق بشأن الترتيب على السلامة الطرقيّة.

(ج.ر. عدد بتاريخ 6236 بتاريخ 6 مارس 2014)

#### اتفاقية منظمة العمل الدولية بشأن تحديد الحد الأدنى للأجور مع إشارة خاصة إلى البلدان النامية

- ظهير شريف رقم 1.11.53 صادر في 4 ذي القعدة 1434 (11 سبتمبر 2013) بنشر الاتفاقية رقم 131 بشأن تحديد الحد الأدنى للأجور مع إشارة خاصة إلى البلدان النامية المعتمدة من قبل المؤتمر العام لمنظمة العمل الدولية في دورته الرابعة و الخمسين المنعقدة بجنيف في 22 يونيو 1970

(ج.ر. عدد بتاريخ 6237 بتاريخ 10 مارس 2014)

## مهن التدريس احدات إعانة برسم التكوين الفاندة المستفدين من البرنامج الحكومي لتكوين اطر تربوية

- مرسوم رقم 2.14.57 صادر في 14 ربيع الأول 1435 (14 فبراير 2014) بالحدات إعانة برسم التكوين لفائدة المستفدين من البرنامج الحكومي لتكوين اطر تربوية في مهن التدريس.

(ج.ر. عدد بتاريخ 6237 بتاريخ 10 مارس 2014)

## شهادة التعليم العالي الشروط و المسطرة الخاصة بمنح المعادلة

- مرسوم رقم 2.13.165 صادر في ربيع الآخر 1435 (19 فبراير 2014) بتحديد الشروط و المسطرة الخاصة بمنح معادلة شهادات التعليم العالي.

(ج.ر. عدد بتاريخ 6237 بتاريخ 10 مارس 2014)

## تاريخ إحصاء السكان و السكنى بالمملكة

- مرسوم رقم 2.14.137 صادر في 5 جمادى الأولى 1435 (7 مارس 2014) بتحديد تاريخ إحصاء السكان و السكنى بالمملكة.

(ج.ر. عدد بتاريخ 6237 بتاريخ 10 مارس 2014)

## مجموعة القانون الجنائي

- ظهير شريف رقم 1.14.06 صادر في ربيع الآخر 1435 (20 فبراير 2014) بتنفيذ القانون رقم 15.14 القاضي بتغيير الفصل 475 من مجموعة القانون الجنائي المصادق عليها بمقتضى الظهير الشريف رقم 1.59.413 الصادر في 28 من جمادى الأخرى 1382 (26 نوفمبر 1962).

(ج.ر. 6238 بتاريخ 13 مارس 2014)

## صندوق الدعم المخصص لتشجيع تمثيلية النساء

- مقرر لرئيس الحكومة رقم 3.04.14 صادر في 28 من ربيع الآخر 1435 (28 فبراير 2014) يتعلق باللجنة المكلفة صندوق الدعم المخصص لتشجيع تمثيلية النساء.
- قرار مشترك لوزير الداخلية وزير الاقتصاد والمالية رقم 618.14 صادر في فاتح جمادى الأولى 1435 (3 مارس 2014) يتعلق بصرف الدعم المخصص لتشجيع تمثيلية النساء.

(ج.ر. 6238 بتاريخ 13 مارس 2014)

## مؤسسة الأعمال الاجتماعية لفائدة موظفي وزارة الاقتصاد والمالية . احدات وتنظيم

- ظهير شريف رقم 1.14.07 صادر في 20 من ربيع 1435 (20 فبراير 2014) بتنفيذ القانون رقم 82.12 القاضي بإحداث وتنظيم مؤسسة الأعمال الاجتماعية لفائدة موظفي وزارة الاقتصاد والمالية.

(ج.ر. 6238 بتاريخ 13 مارس 2014)

## المدونة العامة للضرائب

- مرسوم رقم 2.14.74 صادر في 8 جمادى الأولى 1435 (10 مارس 2014) بتطبيق مقتضيات المادة 68 (VIII) من المدونة العامة للضرائب.

(ج.ر. 6239 بتاريخ 17 مارس 2014)

## II- Textes en cours d'adoption :

Le **conseil des ministres** lors de sa réunion du 14 Mars 2014 a approuvé un certain nombre de projets de textes :

### Projets de lois :

- Projet de loi n° 1118-13 relatif à la justice militaire.
- Projet de loi n° 11-14 portant approbation de la Convention de coopération douanière, faite à Rabat le 23 hijra 1434 (29 octobre 2013) entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement du Royaume d'Arabie Saoudite.
- Projet de loi n° 118-14 portant approbation de l'Amendement à la Convention entre le Royaume du Maroc et la République de l'Inde en vue d'éviter la double imposition et l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu, fait à New Delhi le 8 août 2013.
- Projet de loi n° 14-14 portant approbation de l'Accord bilatéral d'assistance mutuelle administrative en matière douanière, fait à Rabat le 5 septembre 2013 entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement de la République Gabonaise.
- Projet de loi n° 17-14 portant approbation de l'Accord fait à Rabat le 5 septembre 2013 entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement de la République Gabonaise relatif à la suppression de visas pour les passeports ordinaires.

Le **conseil de gouvernement** tenu respectivement les 6, 13, 20 et 27 Mars 2014 a approuvé plusieurs textes :

### Projets de textes :

- Projet de loi n° 69-13 modifiant et complétant la loi n° 13-97 relative aux groupements d'intérêt économique.
- Projet de décret-loi n° 2-14-200 abrogeant le dahir n° 1-81-426 du 22 rejev 1381 (31 décembre 1981) portant création d'une zone franche dans le port de Tanger.
- **Projet de décret n° 2-13-909 modifiant l'article 82 du décret Royal n° 330-66 du 10 moharrem 1387 (21 avril 1987) portant règlement général de comptabilité publique. Approuvé.**
- Projet de décret n° 2-14-196 fixant les attributions et l'organisation du ministère de l'habitat et de la politique de la ville.
- Projet de décret n° 2-14-192 fixant les attributions et l'organisation du ministère chargé des Marocains résidant à l'étranger et des affaires de la migration.
- Projet de loi n° 113-14 modifiant et complétant la loi n° 41-05 relative aux organismes de placement en capital-risque. (Approuvé)
- Projet de loi n°10-14 portant approbation de l'Accord fait à Washington le 21 novembre 2013 entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement des Etats Unis d'Amérique concernant l'assistance mutuelle entre leurs administrations douanières. (Approuvé)
- Projet de décret n° 2-14-129 complétant le décret n° 2-10-494 du 23 moharrem 1432 (29 décembre 2010) instituant une rémunération des services rendus par le ministère de l'industrie, du commerce et des nouvelles technologies à l'occasion du contrôle des instruments de mesure et de l'accréditation des organismes d'évaluation de la conformité. (Approuvé)
- Projet de décret n° 2-14-64 portant création du prix «TAMAYUZ» pour la femme marocaine.(Approuvé sous réserve de tenir compte des propositions présentées par le Chef du gouvernement).

**Conformément aux dispositions de l'article 92** de la Constitution, le conseil a approuvé les propositions de nomination aux fonctions supérieures suivantes :

I. Le directeur de l'agence nationale pour la promotion de la petite et moyenne entreprise ;

2. Le doyen de la faculté des sciences juridiques, économiques et sociales Ain Chock à Casablanca.
3. Le secrétaire général du ministère de la justice et des libertés ;
4. Le secrétaire général du ministère de la communication ;
5. Le directeur de la planification et des ressources financières au ministère de la santé.
6. Le directeur des affaires juridiques, des équivalences et du contentieux au ministère de l'enseignement supérieur, de la recherche scientifique et de la formation des cadres ;
7. Le directeur des ressources humaines au ministère de la santé ;
8. Le directeur de l'école nationale de la santé publique.
9. Le secrétaire général du ministère délégué auprès du ministère de l'industrie, du commerce, de l'investissement et de l'économie numérique chargé du commerce extérieur;
11. Le directeur de l'Ecole Hassania des travaux Publics.
12. Le directeur de l'Ecole Nationale des sciences Appliquées à Al Hoceïma.

### III- Circulaires et notes de service :

- Avis n° 403 relatif au concours d'accès au grade d'ingénieur.
- Note n° 737/SF du 19/03/2014 : relative à la formation des comptables de base-promotion 2014.
- Note n° 13 du 18/03/2014 : relative à un ordre de paiement adiré.
- Note n° 817/2014 du 17/03/2014 : intérim de monsieur Noureddine BENSOUA les 17 et 18 mars
- Note de service n° 814.2014 du 17/03/2014 : mobilité des Agents comptables à l'étranger.
- Note n° DCAI/DAI/N°32.2014 du 12/03/2014 : Perte d'un ordre de paiement.

• مذكرة رقم 765 بتاريخ 10/03/2014 : لائحة أسماء الموظفين المرشحين لنيل الأوسمة برسم سنة 2014.

- Note n° 22 du 11/03/2014 : décrets n° 2-13-422 et 2-13-423 relatifs à l'application des articles 46, 48 et 50 du statut général de la fonction publique.
- Note de service : M Ahmed ABBAR est désigné pour assurer l'intérim de M Mohammed Kamal NECHOUANI du 10 au 21 mars 2014.
- Note service n° 746.2014 du 07/03/2014 : Postes d'agents comptables à l'étranger.
- Listes des éligibles à l'avancement de grade au choix au titre de l'année 2013.
- Note n° 5/DRRCI/DR/SRFECT du 28/03/2014: taux des intérêts moratoires au titre des marchés de l'Etat pour le deuxième trimestre 2014.